

16 Provinces

Haut-Ogooué/Département de la Passa/Franceville/Front social/Grève au restaurant de l'USTM

Les agents techniques du CNOU revendiquent près de trois mois de salaires impayés

N.O.

Franceville/Gabon

LE restaurant de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) est fermé depuis le 13 novembre dernier, à la suite d'une grève déclenchée par le personnel de la délégation du Centre national des œuvres universitaires (CNOU) de Franceville. Ces agents payés par crédit délégué, qui revendiquent deux mois de salaires impayés (septembre et octobre), ont décidé de cesser leurs activités au cours d'une assemblée générale tenue le 7 novembre dernier, qui a réuni tous les agents membres du Syndi-

cat national des agents techniques et ouvriers des universités gabonaises (Sautoug) exerçant à la délégation de Franceville.

Selon le secrétaire général de l'antenne syndicale, Pierre Mbigou, ce mouvement intervient après l'expiration du préavis de grève porté à la connaissance de la hiérarchie, mais qui serait resté sans suite. Les employés ont alors décidé d'observer une "grève pacifique illimitée", jusqu'au paiement intégral de leurs arriérés de salaires, y compris celui du mois de novembre en cours.

Ils revendiquent aussi le paiement de plusieurs arriérés de primes de rendement, de logement et d'ancienneté. « Nous sommes en milieu d'année



Photo : Nadège Ontounou

Les manifestants à leur piquet de grève.

budgétaire, nous ne comprenons pas pourquoi l'Etat n'arrive pas à payer correc-

tement notre personnel. Et pourtant, nos collègues de la délégation de Libreville sont

payés. Nous sollicitons l'intervention du ministre du Budget pour que cette situa-

tion soit rapidement traitée. Nous sommes des pères et mères de familles désormais incapables de remplir nos devoirs. Cette situation devient une malaise social », s'est plaint Pierre Mbigou. Interrogée, la hiérarchie du CNOU-Franceville reconnaît la légitimité de cette grève. Elle souligne, cependant, que le problème se situe au niveau de la direction générale du Budget et de la Solde.

Mais dans tous les cas, à Franceville, tout le monde ne souhaite qu'une chose : que ce dossier soit rapidement traité, pour éviter que les étudiants de l'USTM, désormais privés de nourriture, ne prennent le relais d'un mouvement aux conséquences imprévisibles.

Woleu-Ntem/Département du Ntem/Bitam/Face à l'insalubrité galopante dans la cité

Le MJCB s'invite dans le combat

Servais SONDE BATATA

Bitam/Gabon

LA lutte contre l'insalubrité est l'affaire de tous. Pour l'avoir compris, les membres du Mouvement des jeunes de la commune de Bitam (MJCB), une structure associative que dirige Dilane Beye Abogho, ont décidé de se mobiliser. Tout récemment, ils se sont signalés par une première opération de nettoyage et de curage de caniveaux polluant l'environnement au niveau du carrefour Mbatoua et dans la zone du carrefour Démocratie. Les déchets enlevés étaient ensuite chargés dans un véhicule mis à contribution par l'autorité



Photo : SSB

Le président du MJCB, Dilane Beye Abogho, dit compter sur tous les fils de Bitam pour aider à la propreté de la cité.

municipale, Jean Pierre Beyeme Zue Obiang, pour être déposés dans une déchèterie. Une initiative très appréciée par les riverains, confrontés en permanence à des odeurs nauséabondes

émanant de ces conduites. Le président du MJCB a présenté cette opération comme étant la première action d'une longue série. Les membres de l'association ont, en effet, dans leur gibecière, de projets com-



Photo : SSB

Les membres du mouvement en pleine opération de curage des caniveaux.

muns qu'ils entendent mettre en place à cours et moyen termes. Par exemple, la création d'une coopérative agricole qui rassemblera les jeunes de la localité, en vue de favoriser le retour à la terre de

ces bras valides dont a incontestablement besoin le monde agricole pour se développer. Mais pour y arriver, Dilane Beye Abogho et ses amis comptent, d'abord, sur le parrain de leur mouve-

ment, le ministre Patrick Eyogo Edzang, lui-même natif de Bitam. Ils tablent également sur les contributions des autres ressortissants du département du Ntem, singulièrement ceux de Bitam. « L'ensemble des actions que nous comptons mettre en place exige des fonds. C'est pour cette raison que nous demandons aux filles et fils de la localité de se joindre à nous et d'apporter leur pierre à la construction de notre cité », explique le président du MJCB. Estimant que des pelles, brouettes, machettes, gants et autres matériels d'entretien seraient les bienvenus pour permettre à cette structure de poser d'autres actions au bénéfice de la collectivité locale.

Ngounié/Département de la Louétsi-Wano/Lébamba/Religion/Eglise catholique

Les fidèles de Kanda lancent un SOS pour la réfection de leur chapelle

GJMB

Lébamba/Gabon

LES fidèles de la chapelle Saint-Urbain de Kanda à Lébamba, dans le département de la Louétsi-Wano, lancent un SOS pour la réfection de leur maison de prières. En effet, il y a deux ans, un violent orage s'était abattu dans la contrée, détruisant complètement à son passage ladite chapelle. Et depuis lors, les paroissiens sont dans le désarroi, tant les vestiges de cette destruction y sont encore visibles.



Photo : Bigogo

Les travaux de réfection de l'église sont arrêtés, faute de moyens financiers.

En attendant, et pour ne pas se disperser, ils ont dû

convertir un domicile privé en église où tous se retrou-



Photo : Bigogo

En attendant, les fidèles ont converti cette habitation privée en maison de prières.

vent pour prier et célébrer les messes.

Soulignons qu'à la suite de la destruction de leur mai-

son de prière, les chrétiens de Kanda ont convenu de se cotiser afin de reconstruire l'édifice. Mais ils peinent à réunir les cinq millions de francs estimés pour l'ensemble des travaux. C'est pourquoi, ils sollicitent l'aide de toutes les bonnes volontés, y compris celle du Conseil départemental de la Louétsi-Wano. En outre, la communauté chrétienne locale ne comprend pas pourquoi le diocèse de Mouila, dont l'église catholique de Kanda fait partie intégrante, garde le mutisme par rapport à cette situation notoirement connue.